



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 11/07/2025

Rapport de l'

Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BIO SPRINGER

8 RUE DE SAINT-NAZAIRE
67000 Strasbourg

Références : 1060/LG/AG
Code AIOT : 0006701060

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/06/2025 dans l'établissement BIO SPRINGER, implanté 8 rue de Saint-Nazaire 67000 Strasbourg. L'inspection a été annoncée le 28/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIO SPRINGER
- 8 rue de Saint-Nazaire 67000 Strasbourg
- Code AIOT : 0006701060
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BIO SPRINGER fait partie du groupe Lesaffre. Elle fabrique des extraits de levure destinés à l'industrie agroalimentaire et aux biotechnologies, à partir de crème de levure produite par la société voisine Lesaffre Panification France, qui fait partie du même groupe. Les coproduits issus du process ("écorce") sont commercialisés pour l'alimentation animale.

Les activités, initialement déclarées le 06 juillet 1992, ont été autorisées par l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2006, depuis modifié et codifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral du 19 août 2020.

Les installations contrôlées sont : le point de rejet des effluents vers la station d'épuration, le forage d'alimentation en eau.

Thème de l'inspection :

Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délai
3	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Justification de dépassements et actions correctives	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réalisation de la déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 7	Sans objet
2	Complétude de la déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4	Sans objet
5	Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet
6	Existence d'un point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
7	Compteurs d'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les besoins en eau du process proviennent d'un forage. Les effluents aqueux sont rejetés dans le réseau d'assainissement, vers la station d'épuration de l'Eurométropole de Strasbourg.

L'exploitant a effectué mensuellement la déclaration, via GIDAF, du suivi de ses rejets aqueux. Il a déclaré, via GERP, ses émissions polluantes de 2024.

Plus de 10% de dépassements du volume moyen journalier ont été constatés au cours des mois de novembre, décembre 2024 et janvier 2025. Des dépassements récurrents des valeurs limites du phosphore total sont constatés au cours de 2024 et 2025, notamment des dépassements supérieurs à deux fois la valeur limite.

Des actions correctives et justificatifs sont attendus de la part de l'exploitant, dans les conditions et délais indiqués dans les fiches de constats ci-après.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation de la déclaration GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 7
Thèmes : Actions régionales, Déclaration GEREP
Prescription contrôlée : La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.
Constats : Conformément à la prescription ci-dessus, l'exploitant a déclaré, avant le 31 mars 2025, via l'application GEREP, les données concernant ses émissions polluantes et ses déchets de l'année 2024.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 2 : Complétude de la déclaration GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4
Thèmes : Actions régionales, Déclaration GEREP
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année, au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau, de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ; -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de " traitement en milieu terrestre " ou d'" injection en profondeur " énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ; -les volumes d'eau consommée ou prélevée, dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ / an ;

-les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur, dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau, au titre du premier tiret du présent article ;

-la chaleur rejetée (par mégathermie), dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/an, pour les rejets en mer, et 10 Mth/ an pour les rejets en rivière, pour la période allant du 1^{er} avril au 31 décembre ;

-les rejets et transferts hors site, provenant de mesures de réhabilitation.

Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante, même si elle est inférieure aux seuils.

II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année, au ministre chargé des installations classées :

-les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement, dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 t/ an.

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année, au ministre chargé des installations classées :

-les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement, dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.

Cette déclaration comprend :

-la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;

-la quantité par nature du déchet ;

-le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;

-le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.

[...]

Constats :

L'exploitant a déclaré les données liées à l'eau prélevée, consommée et rejetée, ainsi que les données liées à ses émissions dans l'air et dans l'eau, conformément à la prescription ci-dessus.

Dans la rubrique "Eau" de sa déclaration GERE, il est indiqué que la masse d'eau de prélèvement des eaux souterraines est : « Sundgau versant Rhin et Jura Alsacien » (CG002), située dans le sud de l'Alsace. Ceci est incohérent avec la localisation de l'établissement (Strasbourg). A la suite de l'inspection, l'exploitant a corrigé cette donnée dans sa déclaration GERE.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 3 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21
Thèmes : Actions régionales, Autosurveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. [...] Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux, et sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux.</p>
<p>Constats :</p> <p>D'après les données transmises par l'exploitant via l'application GIDAF, des dépassements des valeurs limites sont constatés au cours des années 2024 et 2025.</p> <p>Plus de 10% de dépassements du volume moyen journalier ont été constatés au cours des mois de novembre, décembre 2024 et janvier 2025. L'exploitant explique ces dépassements par des essais de nouvelles recettes de production, qui ont donc conduit à l'augmentation du nombre de lavage des installations. L'exploitant a indiqué que ces dépassements étaient ponctuels du fait des essais et ne sont pas liés aux nouvelles recettes en elles-mêmes. Les dépassements ne devraient donc pas perdurer. En février et mars 2025, le nombre de dépassements du volume moyen journalier étaient inférieurs à 10% (respectivement 7% et 0%).</p> <p>Des dépassements récurrents des valeurs limites du phosphore total sont constatés au cours de 2024 et 2025, notamment des dépassements supérieurs à deux fois la valeur limite. L'exploitant explique, notamment, ces dépassements par le remplacement des vannes d'injection de l'acide phosphorique, qui implique une vidange pour permettre l'intervention. L'exploitant a indiqué qu'un projet de remplacement du stockage et du système d'injection de l'acide phosphorique était envisagé.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a déclaré que la station d'épuration de l'Eurométropole de Strasbourg a été prévenue de chaque dépassement mais n'a pas pu le justifier.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Dans un délai de quinze jours</u>, l'exploitant doit transmettre les éléments justifiant que la station d'épuration a été prévenue des dépassements des valeurs limites qui ont eu lieu au cours de 2024 et 2025.</p> <p><u>Dans un délai de deux mois</u>, l'exploitant doit transmettre, à l'inspection, un rapport d'incident pour les dépassements supérieurs à deux fois la valeur limite ayant eu lieu au cours de 2024 et 2025. Il doit détailler les raisons des dépassements des valeurs limites et les actions correctives mises en œuvre, ou prévues, ainsi que le calendrier de leur mise en œuvre.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délai : 2 mois

N° 4 : Justification de dépassements et actions correctives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thèmes : Actions régionales, Autosurveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés, ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre, ou envisagées, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente, ces éléments sont transmis à l'inspection des installations classées, au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure.</p> <p>Pour les fréquences d'analyse mensuelle à trimestrielle, le délai est porté au dernier jour du premier mois du trimestre calendaire suivant.</p> <p>L'arrêté préfectoral peut prescrire l'obligation et le délai de transmission dans d'autres cas, lorsque le contexte local le justifie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lorsqu'il y a des dépassements des valeurs limites, les résultats sont commentés (motif et nature de la non-conformité, mesures correctives envisagées ou réalisées). A l'exception du mois de mars 2025, où aucun commentaire n'a été ajouté pour expliquer le fait qu'il y a eu plus de 10% de dépassements en phosphore total au cours du mois.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Dans un délai de quinze jours</u>, l'exploitant commentera les dépassements en phosphore total du mois de mars 2025 (causes, actions correctives mises en œuvre ou envisagées).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suite : Demande d'action corrective
Proposition de délai : 15 jours

N° 5 : Contrôle de recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thèmes : Actions régionales, Autosurveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p>

<p>« S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder, au moins une fois tous les deux ans, à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau, pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral, pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>« L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé a été prélevé sous accréditation.</p> <p>« L'exploitant met en place des mesures correctives, pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place, le cas échéant, sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>« Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'est pas concerné par cette prescription. Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>

N° 6 : Existence d'un point de prélèvement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50</p>
<p>Thèmes : Actions régionales, Eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.), permettent de réaliser des mesures représentatives, de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval, et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs, à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté la présence d'un point de prélèvement et de mesure de la température, du débit</p>

et du pH, sur la canalisation de rejet vers la station d'épuration. Ce point de prélèvement est accessible.
Type de suites proposées : Sans suites

N° 7 : Compteurs d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thèmes : Actions régionales, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé « et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ».</p>
<p>Constats :</p> <p>Le forage d'alimentation en eau de la nappe est commun aux sociétés Biospringer et Lesaffre Panification France, qui font toutes deux partie du groupe Lesaffre. Lesaffre Panification France réalise les relevés des compteurs et transmet les données à Biospringer. Le suivi quotidien du prélèvement est en cours de mise en place, il était jusqu'alors hebdomadaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suites